



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration  
du ministère de l'intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Appel d'offre ouvert pour :

**Réfection du parking avions et de la bretelle K11 de la  
base aérienne de la sécurité civile à l'aéroport de Nîmes-  
Garons**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Référence publique : SGAMISUD-AOO-2025-07-39

# Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2.	Durée du contrat et délai d'exécution.....	4
1.3	Condition d'affermissement des tranches.....	5
1.4	Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
1.5	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
2	Pièces contractuelles.....	6
3	Prix des ouvrages.....	7
3.1	Unité monétaire, nature et contenu des prix.....	7
3.2	Forme du prix.....	7
3.3	Variation du prix.....	8
	Ossature, ouvrages en béton armé.....	8
4	Clause de financement et de sureté.....	9
4.1	Retenue de garantie.....	9
4.2	Avance.....	9
5	Modalités de règlement des comptes.....	10
5.1	Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX.....	10
5.2	Périodicité de paiement.....	11
5.3	Régime des paiements.....	11
5.4	Délai de paiement.....	11
5.5	Modification des coordonnées.....	12
6	Conditions générales d'exécution du marché.....	12
6.1	Insertion par l'activité économique.....	12
6.1.1	Insertion professionnelle.....	12
6.1.2	Public concerné par l'opération d'insertion.....	12
6.1.3	Modalités de mise en œuvre.....	14
6.1.5	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique .....	15
6.2	Clause environnementale.....	16
6.3	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	16
7.	Réalisation des prestations.....	17
7.1	Condition de réalisation des prestations.....	17
7.2	Vérification des prestations.....	19
7.3	Clauses de réexamen.....	19
8	Obligations du titulaire.....	19
8.1	Assurances.....	20
8.2	Devoir d'information et de conseil.....	20
8.3	Dégradations causées aux voies publiques.....	20
8.4	Protection de la main d'œuvre.....	20
8.5	Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	21
8.6	Réparation des dommages.....	21
8.7	Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques.....	21
8.8	Condition d'appel à des travailleurs détachés.....	21
9.	Pénalités et litiges.....	22
9.1	Pénalités.....	22
9.2	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	24
10	Fin du contrat.....	24
10.1	Réceptions et garanties.....	24
10.2	Documents fournis après exécution.....	24

10.3 Repliement du chantier et remise en état des lieux.....	25
11 Résiliation.....	25
12 renseignements complémentaires.....	25
12.1 Condition d'accès au site.....	25
12.2 Mise à disposition de l'entreprise.....	26
13 Droit et langue.....	26
14 Dérogation au CCAG-TRAVAUX.....	26

# 1 Objet du marché –Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réfection de la bretelle K11 et du parking avions de la base de la sécurité civile à l'aéroport de Nîmes Garons.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières

Lieu d'exécution :

**Base de la sécurité civile (BSC)  
Aéroport de Nîmes-Garons  
Route Départementale 42 (RD42)  
30800 Saint-Gilles**

Le présent CCAP s'applique à l'opération dans son ensemble.

La description des prestations et leurs spécifications sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les travaux sont réalisés en lot unique à prix global et forfaitaire.

N° de lot	Intitulé du marché	Codes CPV
Lot unique	Réfection du parking avions et de la bretelle K11 de la base aérienne de la sécurité civile à l'aéroport de Nîmes-Garons	44114250-9 45233270-2 45235111-4

## 1.2. Durée du contrat et délai d'exécution

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et s'achèvera à la fin du délai du garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution débute à la date mentionnée sur l'ordre de service.

Les délais d'exécution s'inscrivent dans la durée du marché.

Les travaux auront lieu uniquement hors période feu soit d'octobre à Avril

Le délai d'exécution du marché se décompose comme suit :

Tranches	Intitulé	Délai d'exécution
Tranche ferme	Réfection du parking avions et de la bretelle K11 de la base aérienne de la sécurité civile à l'aéroport de Nîmes-Garons	Phase 0 - période 2025/2026 : 9 semaines  Phase 1 et 2 – période 2026/2027 : 20 semaines  Phase 3 – période 2027/2028 : 13 semaines
Tranche optionnelle 1	Réfection de la chaussée aéronautique du parking (5390 m <sup>2</sup> )	11 semaines
Tranche optionnelle 2	Réfection de la chaussée aéronautique du parking (5175 m <sup>2</sup> )	11 semaines
Tranche optionnelle 3	Réfection de la chaussée aéronautique du parking et de la Bretelle K3 (7550 m <sup>2</sup> )	14 semaines

Le délai global d'exécution des travaux est de 78 semaines délai de préparation de 4 semaines inclus.

Les délais pourront être prolongés selon les conditions des articles 18.2 du CCAG – Travaux.

### **1.3 Condition d'affermissement des tranches**

Dans un délai maximum de vingt (20) mois à compter de la notification de la tranche ferme, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'affermir la tranche optionnelle.

La décision d'affermissement signée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur sera notifiée au titulaire par ordre de service et fixera la date de démarrage des travaux.

Le titulaire du marché ne pourra prétendre à une indemnité de dédit en cas de non affermissement de la tranche, ni à une indemnité d'attente si elle est affermie avec retard.

En cas de non affermissement, le titulaire du marché est désengagé en ce qui concerne l'exécution de la tranche.

### **1.4 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

## 1.5 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

**En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance signée du titulaire et du sous traitant, devra être adressée simultanément :**

- Par courrier en original au :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'intérieur sud**  
**Direction de l'immobilier – Pôle Qualité**  
299 Chemin de Sainte Marthe – CS 90495  
13311 MARSEILLE – Cedex 14

- Par courriel à :

[laurent.cuisinier@interieur.gouv.fr](mailto:laurent.cuisinier@interieur.gouv.fr)

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées aux articles R.2193-3 et suivant du CPP.

**NB: Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.**

## 2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- l'offre technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire.

**NB : La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des situations et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le prix du marché étant global et forfaitaire, il appartient à l'entrepreneur de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète de l'ouvrage décrit dans les pièces du marché et réalisé dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.**

## 3 Prix des ouvrages

### 3.1 Unité monétaire, nature et contenu des prix

---

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Les prix du marché sont établis toutes taxes comprises.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, ainsi que tous les frais afférents aux fournitures, leurs conditionnements, le transport, le déchargement, la mise en place, l'étanchéité, l'évacuation et le nettoyage des gravois de chantier, les matériels, et les personnels nécessaires à la réalisation des travaux.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

#### Frais de coordination :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcote les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

### 3.2 Forme du prix

---

Les travaux faisant l'objet de l'ensemble des lots prévus à la consultation sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire, lequel sera fixé dans l'acte d'engagement.

### 3.3 Variation du prix

---

Les marchés d'une durée d'exécution supérieure à 3 mois qui nécessitent pour leur réalisation le recours à une part importante de fournitures, notamment de matières premières, dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours mondiaux comportent une clause de révision de prix incluant au moins une référence aux indices officiels de fixation de ces cours, conformément aux dispositions de l'article R. 2112-13. du code de la commande publique.

#### 3.3.1 Modalités de révision des prix :

Les prix sont révisables.

La formule de révision de prix appliquée pour le règlement des missions précitées est :

$$Pr = P0 \times Cr$$

dans laquelle :

Pr = prix révisé après application de la formule de révision

P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'offre, au mois zéro

Cr = coefficient de révision

Le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

$$Cr = 0,15 + (0,85 \times [BTn-4 / Btno-4])$$

Dans laquelle BTn-4 et BTn0-4 sont définis comme suit :

BTn-4 correspond à la valeur prise de l'index « BT06 » au mois (m) d'exécution de la prestation moins quatre (4) mois

**BTn0-4 correspond à la valeur prise de l'index « BT06 » au mois (m0) défini à l'acte d'engagement moins quatre (4) mois.**

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

#### 3.3.2 Index de référence :

Indice	intitulé
BT06	Ossature, ouvrages en béton armé

#### 3.3.3 Modalité d'application des révision de prix :

La révision de prix est fixée mensuellement.

En cas de passation d'avenant (modification du marché), il ne sera pas appliqué de révision de prix sur les avenants éventuels.



Les prix TTC du marché incluant la T.V.A évolueront en fonction des éventuelles hausses ou baisses de T.V.A, sans qu'aucune démarche ne soit à accomplir par le pouvoir adjudicateur.

## 4 Clause de financement et de sureté

### 4.1 Retenue de garantie

---

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie dans les conditions et sous réserve des exceptions prévues par l'article R.2191-34 du CCP.

Conformément à l'article R.2191-32 La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

NB : Ce taux est de 3% quand le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

### 4.2 Avance

---

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du CCP. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

NB : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

## 5 Modalités de règlement des comptes

### 5.1 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SUD (SGAMI SUD) a souhaité améliorer le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et ainsi raccourcir les délais de paiement en utilisant une plateforme de dématérialisation des factures.

Le prestataire de service de la plateforme, retenue par le SGAMI SUD, est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>). Le numéro de téléphone de l'aide en ligne d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au SGAMI Sud et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation précitée.

L'accès au système sera possible via une simple connexion Internet, à charge du Titulaire de se munir d'une ligne Internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès au système, de maintenance sont à la charge du SGAMI SUD. La prestation de formation initiale est à la charge du prestataire (titulaire et, le cas échéant, co-traitants et sous-traitants qui utiliseront l'outil).

Le titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à sa destination.

#### 5.6.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs

Le service EDIFLEX permet une information en temps réel sur la chaîne des validations et des montants acceptés et à payer.

Outre la suppression des délais de transmission des factures papiers, EDIFLEX permet également la création d'alertes et de relance, permettant ainsi une réduction des délais de paiement.

Par ailleurs, les situations de paiement sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du marché jusqu'à la date de fermeture du service (à l'issue de l'opération).

Ainsi, les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de paiement archivées sur le centre serveur pour les éditer localement.

La confidentialité est garantie par un mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

#### 5.6.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres intervenants a pour but de réduire les délais de circulation et visas des demandes

d'acompte. Cet échange dématérialisé présente donc la même valeur juridique que les informations contenues dans une demande d'acompte sur support papier.

#### Authentification de l'abonné :

L'accès au service EDIFLEX est autorisé par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels qui impliquent son authentification vis-à-vis des informations qu'il émet.

#### Emission d'information :

Les informations transmises à travers le service EDIFLEX sont opposables au titulaire jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acomptes, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par le SGAMI SUD, valent expression de la volonté de celui qui les a configurées.

**NB : Il est impératif que le titulaire prenne connaissance de l'annexe "convention d'interchange" jointe au présent DCE , laquelle revêt une valeur contractuelle et s'impose dans le cadre du marché.**

**Celle-ci précise les modalités d'abonnement et conditions d'utilisation du service.**

### **5.2 Périodicité de paiement**

---

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

### **5.3 Régime des paiements**

---

Les prestations du contrat sont réglées par acompte.

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

### **5.4 Délai de paiement**

---

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de non respect du délai de paiement, le soumissionnaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires qui sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, ainsi que d'une **indemnité forfaitaire de quarante euros supplémentaires pour frais de recouvrement**, conformément aux articles R.2192-31 à -36 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## **5.5 Modification des coordonnées.**

---

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud  
Direction de l'Administration Générale et des Finances  
Bureau de la Commande Publique et des Achats  
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495  
13311 MARSEILLE – Cedex 14**

**Chaque changement de RIB, SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.**

## **6 Conditions générales d'exécution du marché**

### **6.1 Insertion par l'activité économique**

---

**Cette clause est applicable aux tranches identifiées ci-après dans le TABLEAU DES HEURES D'INSERTION À RÉALISER.**

#### 6.1.1 Insertion professionnelle

**Le SGAMI Sud** s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

#### 6.1.2 Public concerné par l'opération d'insertion

La candidature sera validée avant le démarrage de sa mission, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion par le facilitateur mentionné ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG Travaux, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
  - a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

## 2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum :

Tranches	Objet	Nombre d'heures d'insertion à réaliser
Tranche ferme	Réfection du parking avions et de la bretelle K11 de la base aérienne de la sécurité civile à l'aéroport de Nîmes-Garons	1600 heures
Tranche optionnelle 1	Réfection de la chaussée aéronautique du parking (5390 m <sup>2</sup> )	500 heures
Tranche optionnelle 2	Réfection de la chaussée aéronautique du parking (5175 m <sup>2</sup> )	450 heures
Tranche optionnelle 3	Réfection de la chaussée aéronautique du parking et de la Bretelle K3 (7550 m <sup>2</sup> )	550 heures

#### 6.1.3 Modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution des prestations objet du marché, à une action d'insertion réalisée selon les modalités décrites ci-après :

1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion.

2ème modalité : la mise à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou d'une entreprise de travail temporaire mettant à disposition des salariés relevant de l'insertion par l'activité économique (selon les possibilités offertes par l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.12517 du code du travail) ;
- D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- D'une association intermédiaire.

3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché de personnes relevant de l'insertion par l'activité économique.

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion un dispositif d'accompagnement peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole :

Contact :

M. Nicolas Thomazic  
Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole  
Direction de l'Habitat et de la Politique de la Ville  
3, rue du Colisée 30900 Nîmes Cedex.  
Courriel : nicolas.thomazic@nimes-metropole.fr / Tel : 04.34.03.57.03 /  
07.64.88.74.97

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement auprès du facilitateur.

#### 6.1.4 – Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. A cet effet, il produit lors des réunions de chantier, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation, ...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et conformément à l'article 20.1.4.3 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut, durant toute la période d'exécution du marché, organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

Le refus de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application des pénalités prévues au présent C.C.A.P.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Comme le prévoit l'article 20 du CCAG-Travaux, si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du maître d'ouvrage la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

#### 6.1.5 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion, imputable à l'entreprise attributaire du marché, sera appliquée après mise en demeure préalable, une pénalité de 40 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera fait application sans mise en demeure préalable d'une pénalité égale à 80 € HT par jour de retard.

## **6.2 Clause environnementale**

---

### **6.2.1 Gestion exemplaire des déchets de chantier**

Les prestations incluent la gestion exemplaire des déchets.

Cette gestion s'entend à la fois en termes de respect de la réglementation (prévention, recyclage, valorisation et élimination des déchets) et de prise en compte des filières de traitement mobilisables au niveau local.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

### **6.2.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier**

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

### **6.2.3 Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG-Travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

## **6.3 Clause de confidentialité et protection des données personnelles**

---

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme



présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ⌚ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché ;
- ⌚ Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché ;
- ⌚ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché ;
- ⌚ A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité ;
- ⌚ A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

## **7. Réalisation des prestations**

### **7.1 Condition de réalisation des prestations**

---

#### **7.1.1 Autorité du coordonnateur SPS et liberté d'accès du coordonnateur :**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal.

Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

#### 7.1.2 Autorisations administratives :

Conformément à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat .

#### 7.1.3 Installation du chantier :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG s'appliquent.

#### 7.1.4 Réduction des nuisances :

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées.

#### 7.1.5 Etudes d'exécution :

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **7.2 Vérification des prestations**

---

### 7.2.1 Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

### 7.2.2 Vérification des matériaux et produits :

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat est établie dans les conditions de l'article 24 du CCAG-Travaux.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

## **7.3 Clauses de réexamen**

---

La clause de réexamen suivante s'appliquera dans le cadre de ce marché.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant de l'acheteur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

- les évolutions techniques, technologiques ou réglementaires en rapport avec les prestations du marché ;
- la justification éventuelle de l'évolution des prix ;
- les points positifs et les difficultés particulières d'exécution du marché ;

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

## **8 Obligations du titulaire**

## **8.1 Assurances**

---

Le titulaire doit contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **8.2 Devoir d'information et de conseil**

---

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## **8.3 Dégradations causées aux voies publiques**

---

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

## **8.4 Protection de la main d'œuvre**

---

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues

par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée

## **8.5 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption**

---

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

## **8.6 Réparation des dommages**

---

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

## **8.7 Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques**

---

Les travaux ayant un impact sur la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière. Elle est réalisée par le titulaire sous le contrôle du service suivant :

Le titulaire informe, par écrit, les services compétents, cinq jours au moins avant les dates de commencement des travaux, de repliement ou de déplacement du chantier.

## **8.8 Condition d'appel à des travailleurs détachés**

---

Toute entreprise qui exécute des prestations dans le cadre du présent marché (titulaire, mandataire et cotraitant en cas de groupement et sous-traitant le cas échéant) ou entreprise de travail temporaire établie à l'étranger devra remettre une copie de déclaration de détachement relative aux salariés détachés avant le début de chaque détachement conformément à l'article R.1263-12-1 du Code du Travail. Elle devra également respecter en cas d'accident du travail d'un travailleur détaché, les dispositions de l'article R.1262-2 du Code du travail.

## 9. Pénalités et litiges

### 9.1 Pénalités

#### 9.1.1 Observations préalables à l'application des pénalités :

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, la pénalité journalière appliquée en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux est fixée à l'article 9.1.2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro

#### 9.1.2 Pénalités

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Non respect des mesures de sûreté aéroportuaire	Conformément à l'arrêté de police en vigueur sur la plateforme aéroportuaire, le non respect des mesures de sûreté peut donner lieu à des manquements à la sûreté. Ces manquements peuvent être relevés par les Services Compétents de l'Etat à l'encontre des personnes physiques et/ou morales. Les sanctions peuvent être administratives et/ou pécuniaires (150 à 7500 euros).
Non respect des servitudes aéronautiques et radio électriques	1 000 € par infraction constatée.
Toute modification du programme des travaux sans accord du maître d'ouvrage	760 € par infraction.

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Abord du chantier mal nettoyé avant la réouverture de l'aéroport : aires de trafic (parkings et voies de services) et aires de manœuvre (piste, taxiway)	10 000 € par infraction.
Circulation de personnes et/ou d'engins sur la piste ou les taxiways non autorisée	1 000 € par infraction.
Non respect des procédures de communication radio avec la tour de contrôle en cas de présence de véhicules sous circulation aérienne	50 000 € par infraction.
Relevé des effectifs et listes du matériel chantier	400 € de pénalité pour non remise quotidienne des listes des personnels et matériels évoluant sur le chantier.
Interruption dans l'exploitation de l'aéroport de Nîmes Alès Cévennes Camargue	Une pénalité de 30 000 € par jour d'interruption dans l'exploitation de l'aéroport de Nîmes Alès Cévennes Camargue résultant de l'action ou l'inaction d'un titulaire pourra être appliquée au titulaire en question.
Pour retard d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, une pénalité journalière de 1000 € sera appliquée.
Pour absence aux réunions	En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, une pénalité de 400 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.
Non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion, imputable à l'entreprise attributaire du marché	40 € HT par heure d'insertion non réalisée, après mise en demeure préalable.
Absence ou refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	pénalité égale à 80 € HT par jour de retard sans mise en demeure préalable.

## 9.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

---

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 10 Fin du contrat

### 10.1 Réceptions et garanties

---

#### 10.1.1 Réception des travaux

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG-Travaux.

#### 10.1.2. Garantie

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux d'une durée de 1 an.

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose d'une semaine pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### 10.2 Documents fournis après exécution

---

Après l'exécution des travaux, l'entreprise devra produire un dossier des ouvrages exécutés (DOE) et un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).



Le DOE et le DIUO seront à remettre un (1) mois avant la fin des prestations en 3 exemplaires papier et 2 exemplaires sous-format informatique (clé USB)

### **10.3 Repliement du chantier et remise en état des lieux**

---

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

## **11 Résiliation**

### Principes généraux :

Conformément à l'article 49 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG-Travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général (article 50.4 du CCAG-Travaux).

Dans ce cas, l'indemnisation est fixée à 3 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

## **12 renseignements complémentaires**

### **12.1 Condition d'accès au site**

---

Les travaux étant effectués en zone aéroportuaire, une gestion des accès sera mise en place avec un suivi des demandes et accord ou refus.

Les intervenants devront se conformer aux conditions d'accès au site suivantes :

Le titulaire devra demander à la personne publique, au moins 5 jours avant le début de son intervention sur le chantier, l'autorisation d'accès préalable aux travaux, laquelle autorisation devra comprendre la copie recto/verso d'une part, des pièces d'identité des intervenants, et d'autre part, des cartes grises et assurance des véhicules affectées au chantier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

## 12.2 Mise à disposition de l'entreprise

---

Les CCTP déterminent les modalités particulières relatives aux installations de chantier

## 13 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## 14 Dérogation au CCAG-TRAVAUX

CCAP	CCAG-TRAVAUX
Art. 1.5 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Art. 3.6.1.2
Art.8.3 du CCAP relatif aux dégradations causées aux voies publiques	Art. 34.1
Art 9.1.1 du CCAP relatif aux observations préalables à l'application des pénalités	Art. 19.2.1 Art. 19.2.2 Art. 19.2.3 Art. 19.2.4
Art 9.1.2 du CCAP relatif aux pénalités	Art. 19.2.3